

A scenic landscape photograph of a mountain valley. In the foreground, a river flows over dark, wet rocks, creating a small waterfall. The middle ground shows green, grassy slopes leading up to a prominent, sharp mountain peak. The sky is filled with large, white, fluffy clouds, with some blue patches visible. The overall atmosphere is bright and natural.

La durabilité dans la banque de détail suisse

Notation du WWF des banques de détail suisses 2016/2017



Avant-propos du Conseil de fondation



Josef Bieri

L'année 2017 est un bon moment pour publier la première édition de la notation du WWF des banques de détail.

Voilà près de deux ans maintenant, les objectifs du Millénaire pour le développement élaborés par les Nations Unies arrivaient à expiration et se voyaient remplacés par les objectifs de développement durable (*Sustainable Development Goals*, SDG). Les SDG sont universels et abordent de manière à la fois globale et détaillée les dimensions sociale, écologique et économique du développement durable. Ils sont l'élément central de l'agenda 2030, ambitieux et transformateur, pour un développement mondial durable.

De plus, lors de la création, l'année dernière, du groupe d'étude du G20 sur la finance verte, les acteurs du monde financier se sont penchés ensemble pour la première fois sur le rôle du financement dans les questions environnementales et, de manière plus générale, liées à la durabilité. Les autorités de surveillance bancaire et de régulation du monde entier prennent de plus en plus conscience de l'importance des questions liées à la durabilité, comme le montre la *Task Force on Climate-related Financial Disclosures* (TCFD) fondée par le Conseil de stabilité financière (CSF), sous la direction de Mark J. Carney.

Il semble que l'engagement du secteur bancaire suisse sur les questions liées à la durabilité, avec son effet de levier important, vient d'entrer dans une nouvelle phase. Et malgré cette dynamique, la question «A quoi ressemblerait une banque qui accepterait sa responsabilité de contribuer au développement durable?» est plus décisive que jamais.

Les pages suivantes fournissent des réponses ainsi qu'un premier aperçu du niveau de durabilité des 15 plus grandes banques de détail suisses. Gestionnaires et pourvoyeuses de capital, elles touchent la majeure partie de la population suisse et des PME. C'est une position assortie de lourdes responsabilités qui permet d'avoir une influence positive sur la société, sur la nature et sur l'économie, et qui est impérative pour atteindre des objectifs globaux de développement: les SDG. Le client doit activement revendiquer l'exercice de cette influence.

Notre espoir, à travers cette étude, est d'offrir aux décideurs du secteur bancaire local et à leur clientèle une aide pour exiger et pour encourager une activité bancaire durable, tout en gardant l'objectif principal en vue, qui est de dessiner un avenir où l'homme et la nature vivront en harmonie.

Josef Bieri

Membre du Conseil de fondation du WWF Suisse

Remerciements

Le WWF Suisse et la société Inrate souhaitent remercier toutes les banques de détail participantes pour leur travail et pour le temps qu'elles ont consacré à cette étude. Nous espérons que cette expérience leur a été utile et que le résultat leur permettra de mieux se focaliser sur la durabilité et sur son ancrage stratégique, ainsi que d'améliorer l'effet de leur activité sur la durabilité. Nous serions heureux de poursuivre le dialogue et la collaboration avec elles.

Nous remercions également notre comité d'experts pour le temps qu'il nous a consacré et pour son aide précieuse tout au long de ce projet de recherche. Les indications concernant leur appartenance à des entreprises ou à des organisations sont purement informatives, les membres du groupe y ayant participé à titre personnel. Les points de vue exprimés dans le présent document émanent du WWF Suisse et de la société Inrate et ne représentent pas forcément ceux du comité d'experts:

- Oliver Oehri (Executive Director et Founding Partner, CSSP – Center for Social and Sustainable Products SA)
- Daniel Frauenfelder (CEO et Founder, Frauenfelder – TripleS)

Nous remercions en outre les institutions mentionnées ci-après, qui nous ont soutenus en nous apportant des commentaires détaillés:

- Banque Alternative Suisse SA
- Swiss Sustainable Finance



Avant-propos du directeur général



Thomas Vellacott

L'activité bancaire classique est l'un des plus vieux secteurs au monde et reste incontournable dans une économie, car les intermédiaires financiers forgent et font fonctionner le circuit économique. Les banques ont donc une grande influence sur l'utilisation des capitaux. En attribuant des crédits et en investissant dans différents secteurs économiques, elles orientent l'évolution de ces derniers ainsi que leur impact en matière de durabilité. En Suisse notamment, le secteur bancaire a considérablement contribué au bien-être social et à la croissance économique.

Avec une contribution de 13% (en 2015) au produit intérieur brut suisse, le secteur de la banque de détail souligne son importance économique. Mais ce fait n'illustre qu'une partie du poids de ce secteur, à savoir la contribution économique, relativement constante au fil des ans, du modèle commercial des banques de détail. Il en dit peu sur la durabilité écologique et sociale – c'est-à-dire l'impact sur la durabilité – des différentes banques de détail suisses et du secteur dans son ensemble. Il montre également peu en quoi les différentes banques savent exploiter leurs compétences principales en faveur du développement durable de l'économie, de la société et de l'environnement. La lecture du présent document concernant leur notation montre que les banques de détail ne définissent pas (encore) entièrement leur rôle selon ces critères.

Le WWF Suisse attend d'une banque de détail qu'elle établisse un équilibre durablement équitable entre les intérêts environnementaux, sociaux et économiques de ses parties prenantes et l'encouragement de manière continue. Dans un contexte en mutation constante, les banques de détail suisses doivent jouer le rôle de partenaire intergénérationnel dans la société. Cette mission exigeante constitue selon nous la pierre angulaire d'un système bancaire sain et est également l'une des conditions fondamentales pour un développement durable dans les années qui viennent.

Pour que les banques de détail suisses connaissent un développement porteur d'avenir, il est déterminant que les établissements de crédit ancrent des modèles commerciaux axés sur la durabilité au plus haut niveau, c'est-à-dire dans leur politique commerciale, et appliquent ce principe de manière systématique dans leurs activités quotidiennes. Cela implique d'une part que les banques gèrent les risques et les opportunités économiques qui avaient jusqu'à présent la priorité et, d'autre part, qu'elles intègrent les impératifs écologiques et sociaux dans leur activité principale. Il est ainsi possible d'assurer une gestion globale des risques et de profiter des futures opportunités à titre fiduciaire en faveur de la société et de l'environnement.

Cela exige donc de la part des banques de détail locales une mise en place et une extension de l'offre de produits et de services permettant à leurs clients de réaliser leurs opérations bancaires en tenant compte de critères liés à la durabilité. C'est le seul moyen d'assurer que les banques de détail suisses contribueront de manière significative au développement d'une économie durable.

Le passé peut être une bonne source d'inspiration. En 1856, le pionnier du chemin de fer Alfred Escher a fondé avec des partenaires la «Schweizerische Kreditanstalt» (aujourd'hui le Credit Suisse), souhaitant ainsi continuer à étendre le réseau ferré suisse. Ses plans ambitieux dépassant de loin le budget fédéral de l'époque, il a assuré leur financement en fondant une banque. La démarche d'Escher était extrêmement peu conventionnelle et a marqué jusqu'à aujourd'hui le paysage bancaire suisse ainsi que notre infrastructure. Ce sont de tels événements qui nous montrent le potentiel incroyable du secteur financier pour permettre un développement orienté vers l'avenir. Il faut réactiver ce potentiel.

Dans cet état d'esprit, le WWF Suisse vous souhaite une bonne lecture. Véritable pierre angulaire du secteur bancaire, la durabilité n'a jamais eu une telle importance qu'aujourd'hui!

Thomas Vellacott, Directeur général du WWF Suisse

Déclarations principales

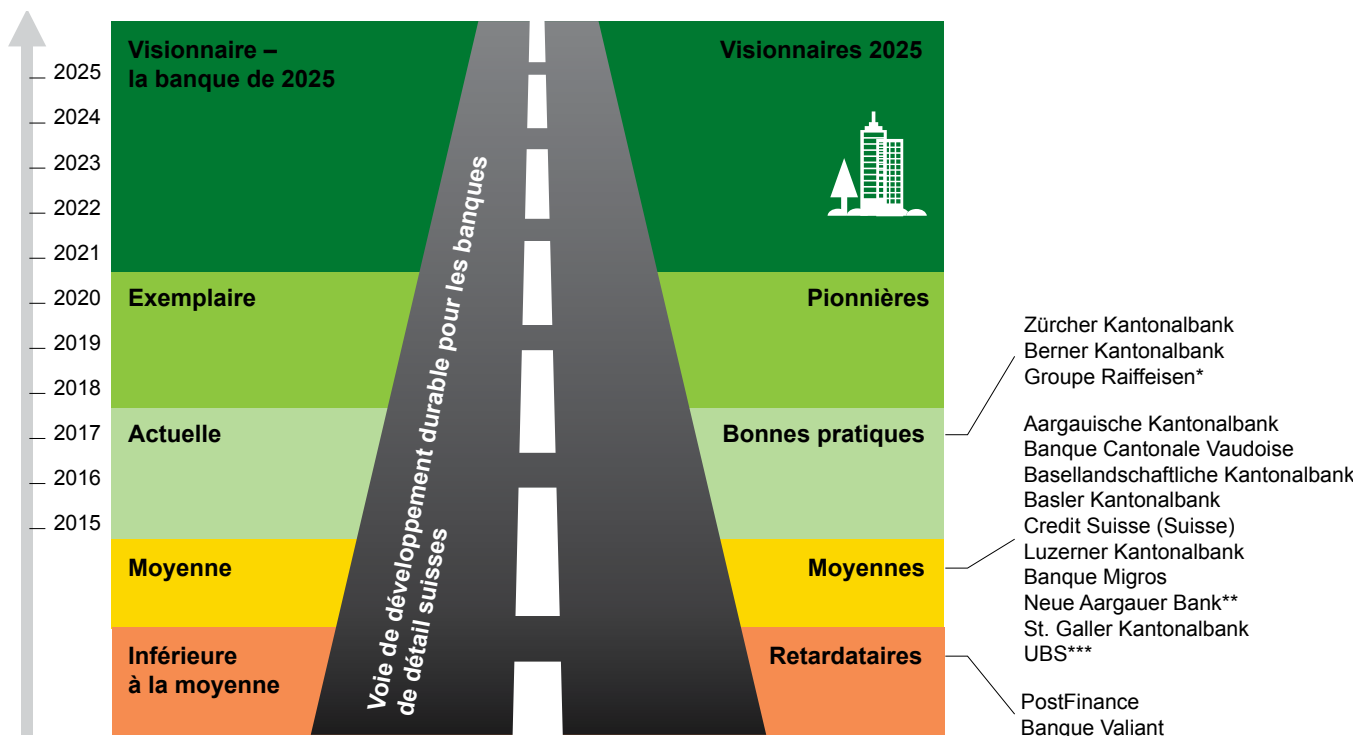
Résultat global

- La notation concerne les 15 plus grandes banques de détail suisses (selon le total de leur bilan lors de l'exercice 2015): 14 établissements ont activement participé à l'enquête; une banque a été évaluée de manière essentiellement passive en s'appuyant sur les informations accessibles publiquement.
- Trois banques de détail – la Berner Kantonalbank, le groupe Raiffeisen* et la Zürcher Kantonalbank – sont globalement «actuelles» et suivent la voie de développement recommandée par le WWF Suisse pour les banques de détail. Aucune des banques étudiées n'est cependant «exemplaire» ou «visionnaire».

Gouvernance d'entreprise

- Les aspects liés à l'environnement et à la durabilité sont relativement bien ancrés dans la gouvernance d'entreprise des banques de détail étudiées: sept d'entre elles ont été jugées «moyennes», sept «actuelles» et une – la Zürcher Kantonalbank – «exemplaire». Aucune banque n'est «inférieure à la moyenne».
- De nombreuses banques de détail se focalisent sur l'écologie d'entreprise. Mais en termes de durabilité, c'est l'activité principale qui revêt la plus grande importance, à savoir dans quels secteurs ou dans quelles activités – respectueux de l'environnement ou non – les fonds sont injectés. Peu de banques ont reconnu cette importance décisive et l'ont ancrée dans leur gouvernance d'entreprise.
- L'engagement politique des banques de détail en faveur de conditions-cadres plus durables est «moyen» pour sept banques et «actuel» pour les huit autres.

Voie de développement durable pour les banques de détail suisses



Source: WWF Suisse/Inrate 2017.

* La notation du groupe Raiffeisen se concentre sur la banque de détail des banques Raiffeisen et de Raiffeisen Suisse.

** Cette banque n'a pas complété une partie du questionnaire, ce qui n'a permis d'évaluer certains critères qu'en s'appuyant sur les informations accessibles au public.

*** La notation d'UBS se concentre sur l'activité de banque de détail de la division «Personal & Corporate Banking» en Suisse.

Épargne, placements et prévoyance

- En comparaison avec la gouvernance d'entreprise, les pratiques des principales banques de détail en matière de durabilité sont peu abouties dans le domaine de l'épargne, des placements et de la prévoyance.
- Le concept de durabilité n'a jusqu'à présent pas encore été appliquée de manière systématique aux comptes d'épargne. Il n'existe actuellement parmi les 15 banques de détail évaluées qu'un produit d'épargne «actuel», à la Zürcher Kantonalbank. Il a pour objectif d'avoir un effet positif sur l'environnement et assure une large transparence quant à l'utilisation des fonds.
- Les produits de placement et de prévoyance durables du pilier 3a/b font certes partie d'une longue tradition en Suisse, mais le marché reste comparativement peu mature pour ces produits.
- Les produits de placement et de prévoyance du pilier 3a/b durables restent des produits de niche dans la plupart des banques. Ces produits ne représentent une part élevée des actifs sous gestion que pour quelques rares pionniers, principalement au sein du groupe Raiffeisen (54% des produits de placement et 92% des produits de prévoyance du pilier 3a/b sont durables).
- La transparence ou l'impact global sur la durabilité des actifs sous gestion dans le domaine de la banque de détail sont largement insuffisants. Un seul établissement – le groupe Raiffeisen – évalue l'impact sur la durabilité tout au long de la chaîne de création de valeur et s'appuie sur ces informations pour sélectionner les titres financiers de ses produits de placement durables. Aucune des banques de détail interrogées ne communique un impact global au niveau des produits.
- L'effectivité de la plupart des produits de placement durables est limitée, ce qui signifie que, dans ces cas, les produits durables ne contribuent que de manière limitée, voire minimale, à plus de durabilité. La Banque Migros et la Banque Cantonale Vaudoise constituent des exceptions (effectivité «exemplaire» des produits de placement et de prévoyance durables), ainsi que le groupe Raiffeisen (effectivité «visionnaire»). Une lacune importante à relever: il n'existe toujours pas de normes fiables pour les produits de placement et de prévoyance durables dans la banque de détail.

Crédits et financements

- Les banques de détail suisses n'ont pas encore beaucoup avancé en ce qui concerne l'intégration des aspects environnementaux dans les crédits et dans les financements. Seules deux banques – le Credit Suisse et UBS – sont «actuelles».
- Une partie des banques de détail ne propose actuellement que deux catégories pour les produits écologiques de crédit: les éco-hypothèques et quelques produits innovants isolés dans le domaine des transports. Il s'agit de produits de niche représentant une part minimale du volume global des financements (moins de 5%).
- Les risques écologiques de financement ne sont plus gérés de manière systématique. Cependant, six banques de détail abordent le thème des risques environnementaux de manière relativement systématique pour les crédits aux entreprises et dix pour les hypothèques. Une minorité de banques ne s'intéressait encore pas du tout aux risques écologiques au moment de l'étude, et d'autres établissements le faisaient de manière non systématique. A quelques rares exceptions près, les risques environnementaux ne sont évalués que qualitativement sous forme de risques en termes de réputation.
- A quelques exceptions près – principalement UBS, la Berner Kantonalbank et le Credit Suisse – les banques de détail suisses n'en sont qu'à leurs premiers balbutiements en matière de gestion globale des risques écologiques de crédit et d'hypothèque. Cette gestion globalement hésitante des risques écologiques de crédit et de financement recèle différents dangers potentiels pour les banques de détail et pour le système financier dans son ensemble.

Résumé

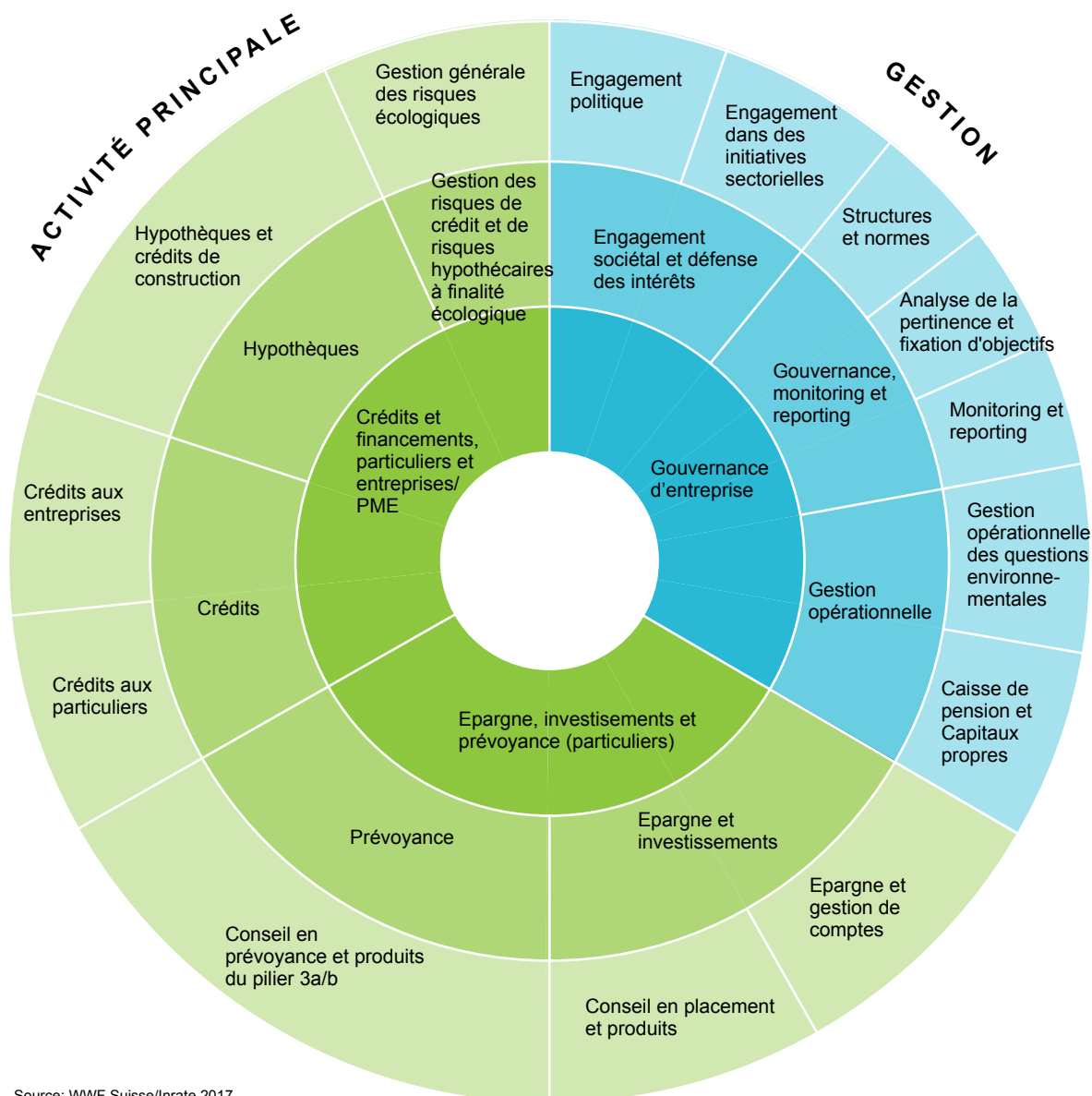
A Méthodologie de notation

La notation du WWF des banques de détail suisses 2016-2017 évalue l'impact global en matière de durabilité des 15 plus grandes banques de détail de Suisse (selon le total de leur bilan). L'accent est principalement porté sur les effets environnementaux, ainsi qu'en partie sur les effets sociaux, c'est-à-dire sur les effets en matière de durabilité dans leur ensemble.

Les banques de détail suisses se concentrent principalement sur les activités liées aux différences

de taux d'intérêt concernant les crédits aux entreprises et hypothécaires. A cela s'ajoutent la tenue de compte et la gestion des fonds d'épargne, de placement et de prévoyance des clients, ainsi que les prestations concernant les opérations bancaires (comme les virements). C'est pourquoi l'étude de notation se focalise sur l'évaluation des principales activités commerciales mentionnées (activité principale) et sur la gouvernance d'entreprise, ainsi que sur les effets globaux en matière de durabilité qui en résultent.

Domaines concernés par la notation du WWF des banques de détail



Classement des banques de détail

En fonction des résultats de la notation, les banques de détail ont été classées en cinq catégories: les visionnaires 2025, les pionnières, les bonnes pratiques, les banques moyennes et les retardataires/opaques.

- **Visionnaires 2025:** une banque de détail visionnaire suit une stratégie d'entreprise systématiquement durable et a en point de mire un horizon à long terme, au-delà d'une génération. Elle tente d'orienter ses flux financiers vers des activités durables. Elle s'efforce d'influencer le comportement des entreprises et des emprunteurs dans le cadre de ses possibilités afin qu'ils agissent de manière plus durable.
- **Pionnières:** les pionnières considèrent la durabilité comme un objectif important de l'entreprise, au même titre que les objectifs économiques (Triple Bottom Line). Elles s'engagent activement pour améliorer l'effet qu'elles ont sur la durabilité et ont enregistré quelques succès en la matière. Elles avancent courageusement dans les différents domaines et développent des solutions innovantes. Les pionnières proposent à leurs clients une offre relativement vaste de produits financiers durables qu'elles promeuvent activement. Mais elles n'ont pas systématiquement intégré les aspects liés à la durabilité – les fameux facteurs ESG (environnement, social et gouvernance) – dans leurs activités commerciales de base au quotidien.
- **Bonnes pratiques:** les bonnes pratiques ont identifié que la prise en compte de facteurs ESG offrait des opportunités économiques et permettait de minimiser les risques. Elles offrent certains produits de niche dans le domaine de la durabilité, sans pour autant mettre elles-mêmes des innovations en place. Leur palette de produits durables ne couvre pas tous les domaines.






- **Moyennes:** les banques de détail situées dans la moyenne ont intégré certains facteurs ESG, car elles ont identifié qu'ils étaient économiquement pertinents à court terme et permettaient de maximiser les valeurs actionnariales. Elles ont donc un comportement plutôt défensif.

- **Retardataires/opaques:** les retardataires se focalisent peu sur les facteurs ESG, leur politique commerciale étant strictement axée sur des facteurs financiers. Elles ne réagissent aux thèmes liés à la durabilité que si elles y sont obligées par des groupes tels que les ONG ou par des clients ayant une affinité pour la durabilité. Les banques de détail opaques ne fournissent aucune information quant à leur prise en compte ou non des facteurs ESG. Nous estimons qu'il est relativement probable qu'elles ne tiennent pas compte, ou très peu, des sujets liés à l'environnement et à la durabilité. Une première étape pour les banques opaques consisterait à établir la transparence nécessaire afin de s'améliorer progressivement, après un premier état des lieux.

Catégories d'évaluation pour les critères de notation

La notation s'appuie sur un ensemble de 34 critères individuels. Comme pour les cinq catégories de classement mentionnées ci-dessus, il était possible d'attribuer une note de 1 à 5 à chaque critère. De manière générale, la note maximale de 5 décrit une situation que le WWF Suisse considère comme souhaitable et atteignable d'ici à 2025 pour une banque de détail du point de vue général de la durabilité. Les catégories d'évaluation vertes – «visionnaire – la banque de 2025» (note 5), «exemplaire» (note 4) et «actuelle» (note 3) – constituent globalement des évaluations «supérieures à la moyenne».

Catégories d'évaluation et classification utilisées dans la notation du WWF des banques de détail

Codes couleurs	Catégories d'évaluation	Classification
	5 Visionnaire – la banque de 2025	Supérieure à la moyenne
	4 Exemplaire	
	3 Actuelle	
	2 Moyenne	Inférieure à la moyenne/moyenne
	1 Inférieure à la moyenne/opaque	
		Visionnaires 2025
		Pionnières
		Bonnes pratiques
		Moyennes
		Retardataires/opaques

Source: WWF Suisse/Inrate 2017.

B Résultats de la notation

Vue d'ensemble des résultats de la notation

Au total, trois banques de détail – la Berner Kantonalbank, le groupe Raiffeisen et la Zürcher Kantonalbank – ont été classées comme ayant de bonnes pratiques et sont ainsi considérées comme «supérieures à la moyenne». Dix banques se trouvent dans la moyenne, et deux autres ont été identifiées comme «retardataires» et sont donc «inférieures à la moyenne».

Classement et résultats de la notation du WWF des banques de détail

Visionnaires 2025		
Pionnières		
Bonnes pratiques	Berner Kantonalbank	
	Groupe Raiffeisen*	
	Zürcher Kantonalbank	
Moyennes	Aargauische Kantonalbank	Luzerner Kantonalbank
	Banque Cantonale Vaudoise	Banque Migros
	Basellandschaftliche Kantonalbank	Neue Aargauer Bank**
	Basler Kantonalbank	St. Galler Kantonalbank
	Credit Suisse (Suisse)	UBS***
Retardataires	PostFinance	Opaques
	Banque Valiant	

Source: WWF Suisse/Inrate 2017.

* La notation du groupe Raiffeisen se concentre sur la banque de détail des banques Raiffeisen et de Raiffeisen Suisse.

** Cette banque n'a pas complété une partie du questionnaire, ce qui n'a permis d'évaluer certains critères qu'en s'appuyant sur les informations accessibles publiquement.

*** La notation d'UBS se concentre sur l'activité de banque de détail de la division «Personal & Corporate Banking» en Suisse.

Le tableau suivant regroupe les résultats des différents critères de l'enquête.

Résultats de la notation des banques de détail par domaine et globalement

	Gouvernance d'entreprise			Epargne, placements et prévoyance		Crédits et financements			Résultat global
	Engagement social et représentation des intérêts	Gouvernance, monitoring et reporting	Gestion opérationnelle	Epargne et placements	Prévoyance	Crédits	Hypothèques	Gestion des risques écologiques de crédit et d'hypothèque	
Aargauische Kantonalbank (AKB)									
Banque Cantonale Vaudoise (BCV)									
Basellandschaftliche Kantonalbank (BLKB)									
Basler Kantonalbank (BKB)									
Berner Kantonalbank (BCEB)									
Credit Suisse (Suisse) (CS)									
Luzerner Kantonalbank (LUKB)									
Banque Migros (MB)									
Neue Aargauer Bank (NAB)*									
PostFinance (PostFinance)									
Groupe Raiffeisen** (Raiffeisen)									
St. Galler Kantonalbank (SGKB)									
UBS*** (UBS)									
Banque Valiant (Valiant)									
Zürcher Kantonalbank (ZKB)									

Source: WWF Suisse/Inrate 2017.

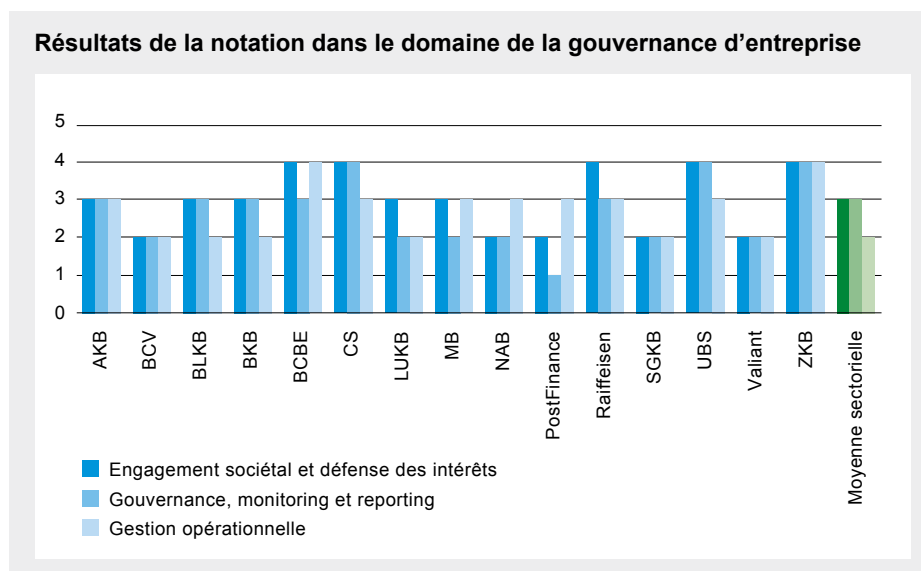
* Cette banque n'a pas complété une partie du questionnaire, ce qui n'a permis d'évaluer certains critères qu'en s'appuyant sur les informations accessibles publiquement.

** La notation du groupe Raiffeisen se concentre sur la banque de détail des banques Raiffeisen et de Raiffeisen Suisse.

*** La notation d'UBS se concentre sur l'activité de banque de détail de la division «Personal & Corporate Banking» en Suisse.

Gouvernance d'entreprise

Les aspects liés à l'environnement et à la durabilité sont généralement relativement bien ancrés dans la gouvernance d'entreprise des banques de détail étudiées. Pour la moitié d'entre elles, la gouvernance d'entreprise est au minimum «actuelle» et, pour l'autre moitié, «moyenne». En y regardant de plus près, la gouvernance d'entreprise se concentre en général sur des thèmes d'écologie d'entreprise, c'est-à-dire relatifs aux économies d'énergie et de ressources par les banques elles-mêmes. C'est cependant leur activité principale qui constitue le levier le plus important des établissements bancaires, c'est-à-dire la question de savoir quelles activités et quels secteurs sont financés et donc soutenus, s'ils sont respectueux de l'environnement ou au contraire néfastes pour ce dernier. Peu d'établissements de crédit ont à ce jour vraiment identifié le rôle primordial de ce levier et orienté leur gouvernance d'entreprise et leurs décisions stratégiques en fonction. En conséquence, les pratiques de durabilité dans l'activité principale de la plupart des banques de détail sont encore peu abouties.



Les résultats sont arrondis à des notes entières.

Source: WWF Suisse/Inrate 2017.

Les banques de détail suisses évaluées étaient «actuelles» sous de nombreux aspects dans le domaine de la gouvernance d'entreprise: pour l'intégration de la protection de l'environnement et de la durabilité dans leurs propres structures de gouvernance, pour la mise en place de systèmes de gestion de l'environnement (dans l'idéal certifiés), pour la réduction de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre au sein de l'entreprise, ainsi que pour leur engagement dans des initiatives et associations sectorielles pour lesquelles la durabilité ou la protection de l'environnement est un objectif (ou l'un des objectifs) explicite.

Les banques de détail étudiées étaient légèrement «supérieures à la moyenne» pour ce qui est de l'identification de thèmes pertinents pour leur activité en matière de durabilité et pour la définition d'objectifs concrets, si possibles quantitatifs et mesurables, qui en découlent. Toutes les banques n'ont pas encore identifié que les effets sur la durabilité de leurs prestations et de leurs produits financiers revêtaient une importance primordiale pour plus de durabilité, et peu d'entre elles se sont fixé des objectifs qualitatifs, voire quantitatifs et concrets, en la matière. Les banques étaient également légèrement «supérieures à la moyenne» dans leur engagement politique pour promouvoir des conditions-cadres favorables à la durabilité et à l'environnement en Suisse.

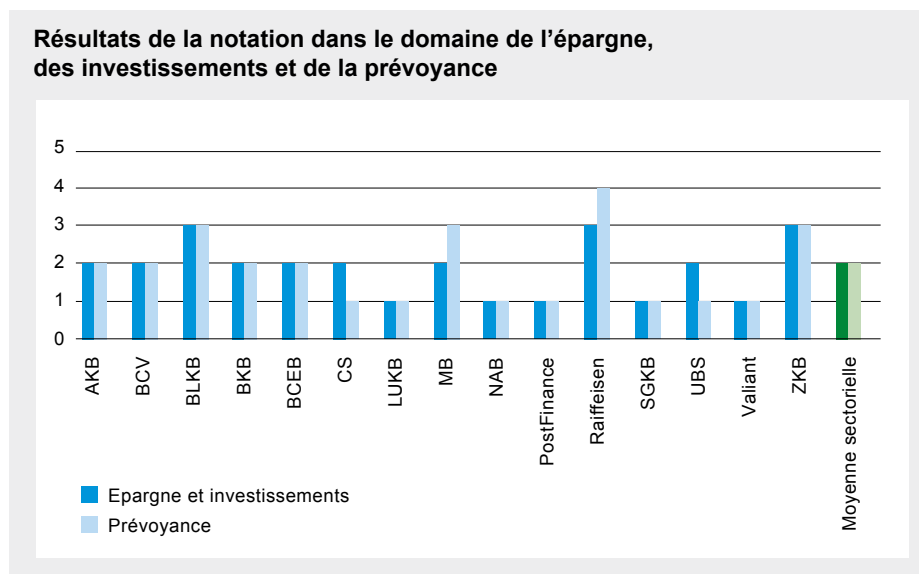
Il est intéressant de constater que les banques n'étaient que «moyennes» concernant le placement des fonds dans la caisse de pension de l'entreprise et le placement de leurs fonds propres. Cela peut venir du fait que ces sujets ne font généralement l'objet d'aucune communication extérieure vis-à-vis des groupes d'intérêts et sont donc perçus au sein de la banque comme moins pertinents que les thèmes «classiques» d'écologie d'entreprise mentionnés ci-dessus ou que les produits de placement écologiques et durables (voir ci-dessous).

Épargne, placements et prévoyance

L'idée de durabilité n'a jusqu'à présent pas encore été appliquée de manière systématique aux **comptes d'épargne**. La plupart des banques ont un score «inférieur à la moyenne», car elles n'ont pas de directives environnementales ou liées à la durabilité dans le domaine des comptes d'épargne et ne tiennent donc pas compte des aspects environnementaux ou liés à la durabilité. En principe, les produits d'épargne constituent cependant un levier utile pour favoriser la durabilité dans le système bancaire.

Une plus grande transparence des produits constitue une possibilité efficace. Les banques pourraient communiquer, lors de l'attribution de crédits, dans quelles activités et dans quels secteurs liés à l'environnement et à la durabilité les fonds investis des différents segments d'épargne sont alloués. Ainsi, les clients pourraient opter pour le plus durable lors du choix d'un produit d'épargne. Parmi les 15 banques de détail évaluées, il n'existe actuellement qu'un produit d'épargne «actuel», à la Züricher Kantonalbank. Celui-ci a pour objectif d'avoir un effet positif sur l'environnement et garantit une certaine transparence lors de l'utilisation des fonds.

La durabilité fait déjà partie d'une longue tradition en Suisse pour ce qui est des **produits de placement et de prévoyance du pilier 3a/b**, contrairement aux autres produits d'épargne. Néanmoins, le marché reste comparativement immature pour les produits de placement et de prévoyance du pilier 3a/b. Les produits durables restent des produits de niche dans la plupart des banques de détail, et leur part dans l'ensemble des actifs sous gestion est peu significative. Certaines banques en sont même encore à leurs débuts en la matière. Mais il existe aussi des pionnières, principalement le groupe Raiffeisen, devant la Banque Migros et la Banque Cantonale

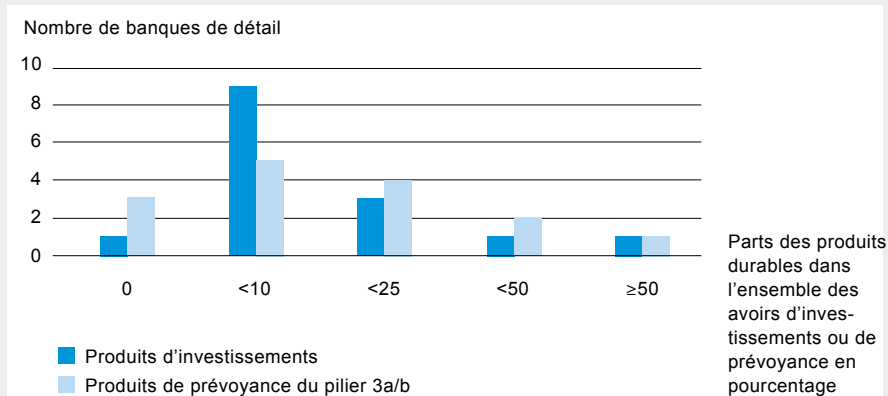


Les résultats sont arrondis à des notes entières.

Source: WWF Suisse/Inrate 2017.

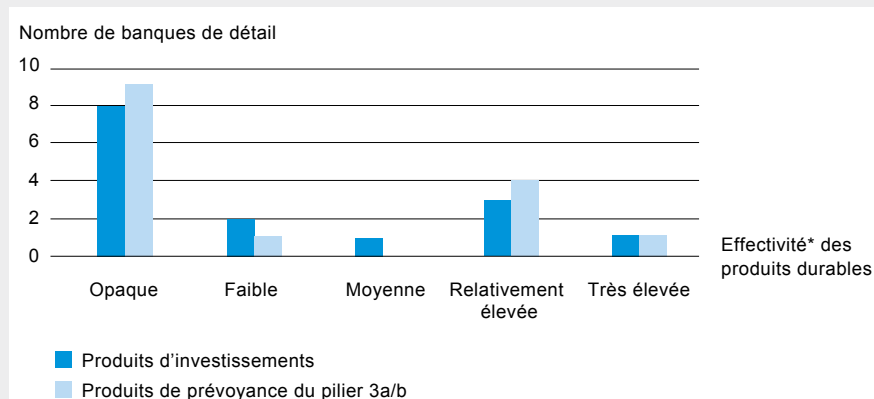
Vaudoise, où les produits de placement et/ou de prévoyance du pilier 3a/b durables occupent plus de 25% de parts de marché. Une autre bonne nouvelle est le fait que l'effectivité des produits durables de ces établissements de crédit est jugée au minimum «exemplaire», voire «visionnaire» dans le cas du groupe Raiffeisen. Cela signifie que les clients de ces banques de détail peuvent partir du principe qu'ils contribuent à une économie et à une société plus durables grâce à leurs produits de placement et de prévoyance durables.

Parts des produits d'investissements et de prévoyance du pilier 3a/b durables dans les avoirs de placement ou de prévoyance en 2015



Source: WWF Suisse/Inrate 2017.

Effectivité* des produits d'investissements et de prévoyance du pilier 3a/b durables



Source: WWF Suisse/Inrate 2017.

* L'effectivité des produits de placement durables désigne l'adéquation des stratégies de placement durables sur lesquelles ceux-ci s'appuient pour améliorer leur impact sur la durabilité. L'évaluation de l'effectivité repose sur la méthode de notation d'Inrate SA.

Pour une partie des établissements, **l'effectivité des produits de placement durables** est cependant limitée, ce qui signifie que, dans ces cas précis, les produits durables ne contribuent que de manière limitée, voir minime, à plus de durabilité. Cela souligne une lacune importante en termes de produits de placement et de prévoyance du pilier 3a/b durables sur le marché: il n'existe toujours pas de normes fiables pour les produits de placement et de prévoyance durables dans la banque de détail. Des déclarations de produit qui montreraient de manière transparente et aisément compréhensible quel est l'impact sur l'environnement, et en particulier sur le climat, des produits plus durables par rapport aux produits conventionnels seraient par exemple judicieuses. Une norme minimale clairement définie pourrait être en outre envisagée, comme pour les normes biologiques fixées par la loi pour les denrées alimentaires. L'objectif serait que les clients puissent identifier relativement aisément quels dommages environnementaux ou quelle quantité de gaz à effet de serre un franc suisse investi durablement générerait par rapport à un franc investi de manière non durable, ou plutôt combien il permettrait d'éviter de générer. Parmi les 15 banques de détail évaluées, très rares sont celles qui calculent et qui communiquent **l'impact environnemental et l'empreinte carbone** de leurs produits de placement et de prévoyance. Cela est probablement dû au fait que les méthodes actuellement employées, à l'exception de celles d'un établissement – le groupe Raiffeisen –, ne tiennent pas compte des effets globaux sur l'environnement tout au long de la chaîne de création de valeur. Ceci signifie par exemple que, dans le cas d'investissements en faveur de constructeurs automobiles ou aéronautiques, seuls les effets directs de la production sur l'environnement et sur le climat sont en général évalués (Impacts Scope 1 et 2). Mais l'élément décisif pour l'importance de l'impact sur le climat reste bien l'effet qu'exerce le produit au moment de son utilisation. Cela souligne que la base méthodologique doit être améliorée pour la majeure partie des évaluations de la durabilité.

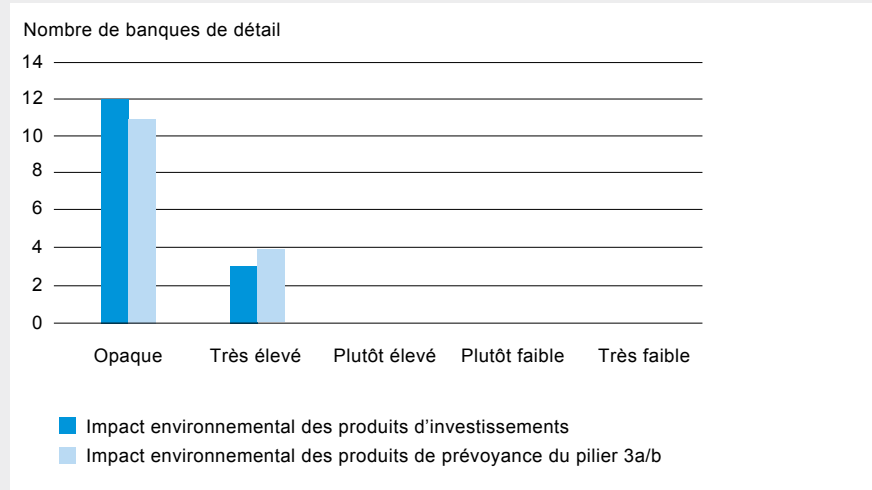
Des lacunes peuvent être également observées en ce qui concerne la communication liée aux produits. Jusqu'à aujourd'hui, il n'existe pas de banque de détail dans laquelle les clients peuvent déterminer facilement, lors du choix de leurs produits, quel impact environnemental global ou quelle empreinte carbone auront les fonds investis. Une banque de détail, la Züricher Kantonbank, communique son «indicateur de durabilité» pour une partie de ses produits de placement. Cela ne concerne cependant que certains aspects liés à la durabilité des fonds de placement ou des portefeuilles et ne tient compte, pour l'empreinte

carbone, que des effets directs (Scope 1 et 2) et pas des effets globaux sur le climat tout au long de la chaîne de création de valeur (Scope 1 à 3).

C'est pourquoi nous avons tenté, dans la notation du WWF des 15 plus grandes banques de détail suisses, d'offrir pour la première fois un peu de transparence et d'analyser l'impact environnemental global et l'empreinte carbone (Scope 1 à 3) de tous les actifs (de placement et de prévoyance) sous gestion en nous appuyant sur les méthodes d'évaluation d'Inrate SA. L'impact environnemental évalue les coûts environnementaux externes, et l'empreinte carbone l'intensité climatique de manière globale, c'est-à-dire tout au long du cycle de vie du produit (Scope 1 à 3). Les coûts environnementaux et l'intensité climatique sont traduits sur une échelle de 1 à 5. Un «1» représente un impact environnemental global très élevé ou une intensité climatique très élevée, un «5» un impact environnemental très faible ou une très faible intensité climatique. Un «1» est donc négatif pour l'homme et l'environnement, alors qu'un «5» est positif pour l'homme et l'environnement dans la mesure où il permet de remplacer des activités plus néfastes pour l'environnement, ou pour le climat, en substituant par exemple des sources d'énergie renouvelables à des sources fossiles.

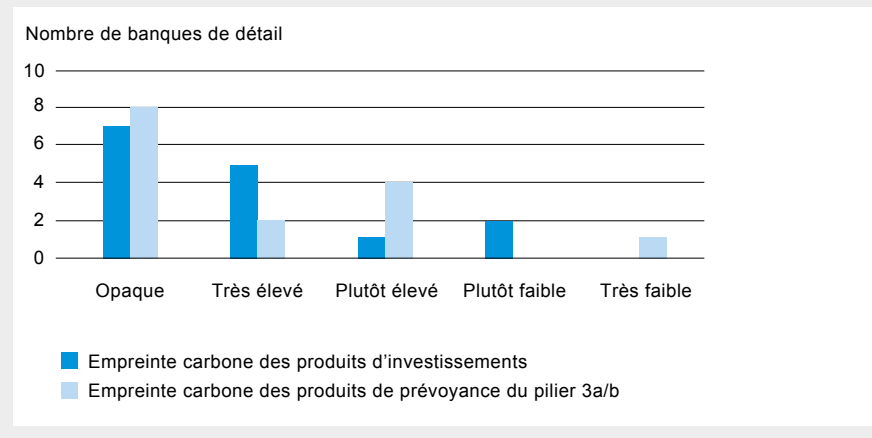
La condition pour le calcul de l'impact environnemental et de l'empreinte carbone était que les banques de détail étudiées soient en mesure de fournir des informations sur la répartition de leurs volumes de placement et de prévoyance (en francs suisses ou en pourcentage) sur les secteurs et les sous-secteurs les plus pertinents en matière d'environnement (allocation sectorielle), ainsi que sur les marchés régionaux (allocation par pays et par région) et sur les stratégies de placement durables par rapport aux stratégies conventionnelles. Les illustrations suivantes montrent que la plupart des banques de détail n'ont pas encore été en mesure de livrer les données demandées à ce jour et qu'il règne une certaine opacité en la matière. Les banques transparentes ont toujours un impact environnemental ou une empreinte carbone très élevés ou plutôt élevés. Seuls deux établissements ont un impact plutôt faible ou très faible: la Basellandschaftlichen Kantonbank (empreinte carbone plutôt faible des produits de placement) et le groupe Raiffeisen (empreinte carbone plutôt faible des produits de placement et très faible pour les produits de prévoyance).

Impact environnemental global des produits d'investissements et de prévoyance du pilier 3a/b



Source: WWF Suisse/Inrate 2017.

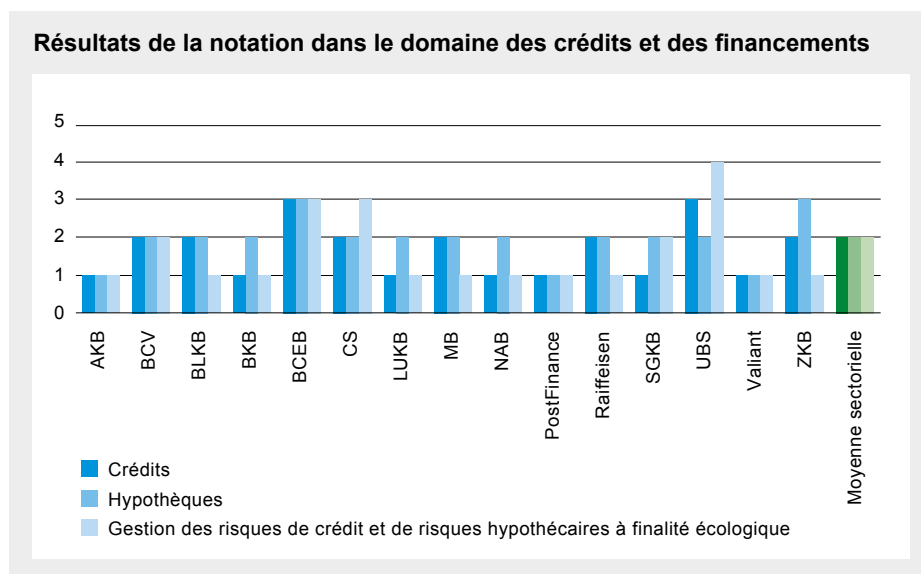
Empreinte carbone globale (Scope 1 à 3) des produits d'investissements et de prévoyance du pilier 3a/b



Source: WWF Suisse/Inrate 2017.

Crédits et financements

Les banques de détail ne sont pas encore très avancées pour ce qui est de la prise en compte des aspects environnementaux dans les crédits et les financements. Elles ne proposent actuellement que deux catégories pour les produits écologiques de crédit: les éco-hypothèques et quelques produits innovants isolés dans le domaine des transports. Dans tous les établissements de crédit, les parts de ces produits dans le volume global des financements ne sont que minimes, à savoir inférieures à 5%. Il apparaît clairement que les solutions de financement écologiques sont beaucoup moins avancées que dans le domaine des placements et de la prévoyance.



Les résultats sont arrondis à des notes entières.

Source: WWF Suisse/Inrate 2017.

La notation du WWF des banques de détail a en outre montré que les risques écologiques liés au financement ne faisaient pas toujours l'objet d'une gestion systématique. Une minorité de banques ne s'intéressait encore pas du tout aux risques écologiques au moment de l'étude, et d'autres banques (près de la moitié pour les crédits aux entreprises et deux pour les hypothèques) le faisaient de manière non systématique. Cependant, six banques de détail abordent le thème des risques environnementaux de manière relativement systématique pour les crédits aux entreprises et dix pour les hypothèques. En ce qui concerne les crédits aux entreprises, ce sont principalement des critères liés au secteur et, pour les hypothèques, le thème des sites contaminés qui sont contrôlés. Il y a fort à parier que les critères de risque liés au secteur sont, dans la plupart des cas, appliqués pour des raisons de réputation. Par contre, les sites contaminés sont évalués, car cet aspect environnemental est ancré dans le droit de la responsabilité. Par conséquent, ces risques environnementaux, à quelques exceptions près, font uniquement l'objet d'une analyse qualitative et non quantitative.

Un regard au-delà du niveau des différents crédits et hypothèques, vers la gestion globale des risques écologiques de crédit et d'hypothèque, permet de dresser un autre tableau. Les banques de détail suisses n'en sont qu'à leurs balbutiements, à quelques exceptions près – principalement UBS, la Berner Kantonalbank et le Credit Suisse. Ces trois établis-

sements se consacrent déjà à la prise en compte globale de leurs risques écologiques liés au financement.

Cette gestion globalement plutôt hésitante des risques écologiques de crédit et de financement recèle différents dangers potentiels pour les banques de détail. Des risques environnementaux importants, mais qui ne semblent pas l'être ni d'un point de vue légal ni pour la réputation, ne sont le cas échéant pas identifiés et donc pas pris en compte. La dimension financière des aspects environnementaux, par exemple sous la forme de risques liés aux coûts ou aux opportunités potentielles de rendement, peut ainsi passer inaperçue et ne pas être exploitée. Si des risques environnementaux ne sont étudiés que lors de la souscription de crédits et d'hypothèques mais pas de manière récurrente pendant la durée du contrat, certains risques qui surgissent au fil du temps (comme les sites contaminés) restent cachés. Une telle perspective statique ignore les dynamiques des risques environnementaux et peut faire perdre la vue d'ensemble nécessaire.

L'évaluation effective et la gestion des risques environnementaux exige en outre que celles-ci ne s'effectuent pas qu'au niveau des différents contrats de crédit, mais également au niveau supérieur des portefeuilles complets de crédits et d'hypothèques. Elles doivent aussi faire l'objet d'une surveillance adéquate, car un certain nombre de risques peuvent ne pas encore apparaître matériellement au niveau des différents contrats alors qu'ils apparaissent à un niveau plus élargi. Une considération globale de l'ensemble du portefeuille de financement offre en outre la possibilité à une banque de détail d'équilibrer quelque peu les risques entre les différents domaines de crédit.

Une gestion insuffisante des risques environnementaux peut non seulement entraîner des risques et des handicaps en terme de compétitivité pour une banque, mais également avoir, dans le cas de risques systémiques (par exemple les «sunk costs» de la bulle carbone), un effet globalement négatif sur le secteur bancaire local et sur le système financier dans son ensemble.

Auteurs

Dr rer. pol. Regina Schwegler (Inrate SA), Claude Amstutz (WWF Suisse)

Contributeurs

Ivo Mugglin et Britta Rendlen (WWF Suisse), Bettina Rügge, Judith Reutimann, Antonius Knep (Inrate SA)

Clause de non-responsabilité et méthodologie

La présente publication ainsi que les documents qui s'y rattachent ne sont pas conçus pour le conseil financier, en crédit, en placement et en prévoyance, et ne constituent pas un conseil de ce type. Le WWF Suisse et la société Inrate n'assument aucune garantie quant à l'utilité ou à l'opportunité d'un placement d'épargne ou d'un investissement dans une entreprise donnée, dans un fonds de placement ou dans tout autre véhicule de placement, ainsi qu'en ce qui concerne les produits de financement et les prestations de crédit d'une entité juridique donnée, d'une banque de détail ou de tout autre prestataire de services bancaires et financiers.

Il convient de ne pas prendre de décision relative au recours aux prestations d'une banque de détail ou de toute autre entité juridique en se fiant aux déclarations de la présente publication. Bien que tout ait été mis en œuvre pour garantir que les informations de cette publication soient correctes, le WWF Suisse, la société Inrate et leurs représentants ne peuvent pas garantir leur exactitude et ne sont pas responsables des droits ou des pertes de toutes natures liés aux informations contenues dans le présent document, y compris (mais pas exclusivement) en ce qui concerne les pertes en matière de gain, les dommages-intérêts punitifs, les dommages indirects ou les droits dus à la négligence.

Les banques de détail évaluées pouvant être des clientes actuelles ou potentielles de la société Inrate, l'équipe Inrate responsable de la présente étude a été sélectionnée de manière à ce qu'elle ne soit pas impliquée dans le conseil des banques de détail jugées, afin d'éviter tout conflit d'intérêts. En outre, le WWF Suisse et la société Inrate ont veillé, grâce à la méthodologie rigoureuse qui a été communiquée et à l'aide de processus de contrôle, à assurer une évaluation objective et intelligible des 15 banques de détail.

WWF Suisse

La mission du WWF: le WWF entend mettre un terme à la destruction mondiale de l'environnement et bâtir un avenir où l'homme et la nature vivront en harmonie. Afin de mener à bien cette mission, le WWF s'engage en faveur de la protection de la biodiversité mondiale et fait tout son possible pour garantir une exploitation durable des ressources naturelles. Pour atteindre ses objectifs, le WWF opère à quatre niveaux: sur le terrain, en collaboration avec des entreprises, sur le plan politique et au contact de la population. Le WWF réalise régulièrement des notations d'entreprises dans des secteurs importants afin d'évaluer leurs performances en matière de durabilité.



Inrate SA

Inrate est une agence de notation durable indépendante, dont le siège est situé en Suisse. Depuis 1990, nous proposons des solutions de recherche innovantes et aidons nos clients – des investisseurs institutionnels aux organisations internationales en passant par les prestataires financiers – à intégrer la durabilité dans leurs processus d'investissement.



Grâce à notre approche innovante en termes de service, nous évaluons l'impact écologique et social tout au long des chaînes de création de valeur ainsi que la gouvernance des entreprises, des institutions internationales, des pays et des produits financiers. Cela permet à nos clients de mieux comprendre les répercussions qu'ont leurs investissements sur l'environnement et sur la société et de les optimiser, de réduire les risques au sein de leurs placements et de détecter les opportunités de rendement. En outre, nous aidons les clients à prendre en compte les valeurs éthiques dans leurs stratégies de placement. A travers nos prestations, nous contribuons à une économie et à une société plus durables.



WWF Suisse

Hohlstrasse 110

Case postale

8010 Zürich

Téléphone +41 (0)44 297 21 21

Fax +41 (0)44 297 21 00

wwf.ch/contact

wwf.ch

Dons: compte postal 80-470-3



Inrate SA

Binzstrasse 23

8045 Zürich

Téléphone +41 (0)58 344 00 00

info@inrate.com

www.inrate.com



Notre raison d'être

Arrêter la dégradation de l'environnement dans le monde et construire un avenir où les êtres humains pourront vivre en harmonie avec la nature.